

IMT Starter



Cahier des clauses administratives particulières

MARCHE PUBLIC

Référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

Service d'aide et d'accompagnement en relations presse et communication pour une meilleure visibilité et communication des projets des start-up d'IMT-STARTER

Marché N° 24 TSP 041 M

Objet de ce document

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

Sommaire en un coup d'œil

Partie 1 – Description du marché Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...	Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ? Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements
Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ? Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations	Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché
Partie 5 – Les autres clauses Vous y trouverez les informations obligatoires.	
Les dérogations aux CCAG FCS Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Fournitures et Services	Annexes Sans objet

Sommaire en détail

1. OBJET DU PRESENT MARCHÉ	4
2. LA SOUS TRAITANCE	5
3. PIECES CONTRACTUELLES	5
4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION	5
5. LE PRIX.....	6
6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	6
7. COMMENT SONT COMMANDEES LES PRESTATIONS ?	8
8. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE	9
9. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	10
10. ASSURANCE	10
11. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS.....	10
12. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	10
13. DEROGATION	13

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

Parties contractantes

L'Institut Mines-Télécom est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé des communications électroniques.

Il jouit d'un rayonnement international dans ses missions de formation, de recherche, et d'innovation dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication.

Il est composé d'une Direction Générale et de 7 grandes écoles d'ingénieurs et 1 école de management situées sur l'ensemble du territoire national.

- Direction Générale, située à Palaiseau (91),
- Télécom Paris située à Palaiseau (91),
- **Télécom SudParis située à Evry-Courcouronnes (91),**
- Institut Mines-Télécom Business School située à Evry-Courcouronnes (91),
- IMT Atlantique située à Brest (29), Rennes (35) et Nantes (44),
- IMT Mines Alès, située à Alès (30),
- IMT Mines Albi, située à Albi (81),
- IMT Lille-Douai, située à Douai (59) et à Villeneuve-d'Ascq (59),
- Mines Saint Etienne, située à Saint Etienne (12) et Gardanne (13).

La présente consultation concerne IMT STARTER l'incubateur de l'école Télécom SudParis situé à Evry Courcouronnes sis 9, rue Charles Fourier (91228)

1. OBJET DU PRESENT ACCORD CADRE

1.1 Objet de l'Accord Cadre

Le présent marché a pour objet des prestations pour un accompagnement personnalisé en relations presse et communication destinées aux start-up de l'incubateur de Télécom SudParis situé 9, rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

1.2 - Décomposition en lots

Sans objet.

1.3 – Variantes

Sans objet.

1.4 – Montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec un montant maximum pour toute la durée du marché conformément à l'article 3.4 de l'acte d'engagement.

2. LA SOUS TRAITANCE

Articles R.2193-3 à R.2193-22 CCP et article 3.6 Sous-traitance CCAG FCS.

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 « Bordereau des Prix Unitaires »
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/FCS) à l'exception de ses commentaires.
- Le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG-FCS est accessible sur le site legifrance.fr. Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

4. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

4.1 Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de la date notification pour une durée d'un an (1). Il est reconductible 3 fois par tacite reconduction pour une nouvelle période de 12 mois sur décision de l'acheteur, sans que sa durée ne puisse excéder 48 mois.

4.2 Délais et condition d'exécution de l'accord cadre

Les délais de livraison ou d'exécution des prestations sont fixés en jours dans les conditions fixées à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra proposer un calendrier de programmation à réception du (des) bon(s) de commande stipulant le nombre de start-up et les prestations attendues conformément au bordereau des prix unitaires.

PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DE L'ACCORD CADRE ?

5 – LE PRIX

5.1 – Nature et type de prix

Conformément à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

5.2 – Variation des prix

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur, par courrier, ses nouveaux tarifs dans un délai minimum de deux mois avant la date de renouvellement.

Les prix actualisés seront applicables à partir du 1^{er} mois qui suit la date de renouvellement afin d'éviter le prorata.

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque le changement conduit à une augmentation supérieure à 2%.

5.3 - Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires, est celui de la date de remise des offres (Cf. Règlement de la consultation) ; ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

6 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 Présentation des factures

A l'issue de la réception et l'admission des prestations par Télécom SudParis, le titulaire présente une facture en référence au bon de commande.

La facture, outre les mentions légales, devra comporter les indications suivantes :

- le numéro du présent marché,
- le numéro du bon de commande,
- l'identification des prestations,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire à créditer,
- la période de réalisation des prestations,
- le prix conformément au Bordereau des prix unitaires et/ou la grille tarif J/H
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture.

L'acheteur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le titulaire devra apporter une attention particulière aux modalités de transmission des factures.

6.2. Transmission des factures sur Chorus Pro :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le Siret de Télécom SudParis : **180 092 025 000 55**

Le code service à utiliser est le suivant : **TSP_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**

Les éléments suivants sont nécessaires :

N° d'engagement juridique

Il s'agit du n° figurant sur votre bon de commande. Sa structure doit respecter impérativement le formalisme suivant : **EJ/D/Millésime/le N° de la commande**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

6.3 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est :

Agence Comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91120 PALAISEAU

6.4 Délais de paiement

Article R2192-10 CCP

Télécom SudParis règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

6.5 Intérêts moratoires

Article L2192-13 CCP

Le dépassement du délai de paiement de 30 jours, donne droit au Titulaire au paiement d'intérêts moratoires.

6.6 Avances

Conformément à l'article R.2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois.

PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

7. COMMENT SONT COMMANDEES LES PRESTATIONS ?

7.1 L'émission des bons de commandes

Un bon de commande est émis en référence aux prix indiqué au bordereau des prix et/ou à la grille des tarifs jour/homme en annexe à l'acte d'engagement.

Le bon de commande comprendra obligatoirement les indications suivantes :

- La référence du marché
- Les prix unitaires H.T. tels qu'ils figurent dans le Bordereau des Prix Unitaires et/ou la grille J/H
- L'objet des prestations concernées
- Le nombre de jours
- Le montant total H.T.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date d'envoi.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre concerné. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix du Bordereau des prix unitaires et/ou la grille J/H de l'accord-cadre.

7.2 Quelles sont les besoins ?

Conformément au cahier des charges techniques particulières.

7.3 Lieu de livraison

Conformément au cahier des charges techniques particulières, Sébastien Cauwet Directeur de l'incubateur communiquera les informations au fur et à mesure des besoins exprimés.

7.4 Vérification et admission des prestations

Articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé au 30 mars 2021 relatives à la surveillance et à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables.

La réception définitive interviendra dès que la prestation complète aura été assurée et que les performances et services décrits dans ce cahier des charges seront respectés.

7.5 Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété, conformément à l'article 31 du C.C.A.G./F.C. S approuvé au 30 mars 2021.

PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DE L'ACCORD CADRE

8. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE

8.1 Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS approuvé au 30 mars 2021 visé à l'article 2 du présent CCAP.

Toutefois l'acheteur se réserve également la possibilité de résilier l'Accord Cadre dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire de l'Accord Cadre s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des services objet du présent marché.

L'acheteur pourra alors résilier le marché sans versement d'indemnité.

8.2 Litige

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

8.3 Election de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du marché le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

9. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au respect, par ses collaborateurs, du secret de toute information dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission. Il ne pourra transmettre ces informations à des tiers par quelque moyen que ce soit. En cas de non-respect de ces dispositions, l'acheteur pourra résilier le présent marché aux torts exclusifs de la société (sans préavis ni indemnité).

Télécom SudParis s'engage à ne divulguer par quelque moyen que ce soit aucune information reçue de la société et signalée par elle comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues ou inutilisables de son fait.

10. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

11. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS

Le titulaire s'engage à fournir tous les 12 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

12. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées

conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte de l'acheteur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'acheteur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable de l'acheteur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise à l'acheteur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant l'acheteur.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec l'acheteur.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, à l'acheteur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le Règlement Général sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, à l'acheteur, toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur à hauteur de ses obligations :

Le titulaire fournit à l'acheteur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition de l'acheteur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par l'acheteur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte de l'acheteur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, l'acheteur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par l'acheteur.

PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS

13. DEROGATION

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Sans objet.	

Lu et Accepté

Signature